



Syndicat français des artistes interprètes
1 rue Janssen – 75019 Paris
tel : 01 53 25 09 09 – fax : 01 53 25 09 01
e.mail : contact@sfa-cgt.fr



Syndicat national des artistes musiciens de France
14-16 rue des Lilas – 75019 Paris
tel : 01 42 02 30 80 – fax : 01 42 02 34 01
e.mail : snam-cgt@wanadoo.fr

ADAMI

Renouvellement du conseil d'administration

Dans notre intérêt à tous,
les candidats soutenus par
le SFA et le SNAM auront à
cœur de :

- Travailler au sein des filières professionnelles pour améliorer la rémunération issue de l'Internet, et notamment la part revenant aux artistes;
- Protéger et améliorer la perception et la répartition des droits issus de l'exception pour copie privée et de la rémunération équitable, dans le respect de toutes les catégories d'artistes relevant de l'ADAMI;
- Continuer à améliorer la gestion collective du droit exclusif ;
- Se battre pour prolonger la durée des droits de tous les artistes-interprètes ;
- Maintenir une politique ambitieuse d'action artistique favorisant l'emploi et le respect des droits sociaux ;
- Renforcer la société et les droits des artistes dans un contexte européen et international très délicat ;
- Entretenir un dialogue constant avec les syndicats pour faire progresser ensemble tous les droits de propriété intellectuelle des artistes-interprètes.

A partir du 8 novembre, et jusqu'au 7 décembre 2009, les artistes associés de l'ADAMI sont appelés à voter pour élire les membres du conseil d'administration de cette Société de perception et répartition des droits de propriété intellectuelle des artistes-interprètes créée par le SFA en 1955.

Il est important que chacun participe à l'élection de ces administrateurs, car les artistes-interprètes, et donc la société civile formée pour gérer un grand nombre de leurs droits, sont confrontés à des défis toujours plus compliqués, chargés de dangers et riches d'opportunité en France, en Europe et à travers le monde.

Comme les débats de ces dernières années ne cessent de le démontrer, l'environnement numérique dans lequel nous exerçons nos métiers transforme l'économie du monde du spectacle vivant et du spectacle enregistré, modifiant dans le même temps nos rapports avec nos publics et nos employeurs, et donc notre capacité à vivre de nos métiers.

Le contexte européen et international fait évoluer l'aire de diffusion de notre travail et accroît la pression, dans le domaine culturel comme dans les sphères industrielles. Malheureusement, cette mondialisation ne s'effectue pas toujours dans le sens d'une plus grande diversité d'expression artistique, malgré la ratification par plus de cent pays de la Convention UNESCO.

Que nous exerçons nos métiers dans le domaine sonore ou dans le domaine audiovisuel, que nous soyons musiciens, comédiens, danseurs, chanteurs, artistes visuels, artistes lyriques, ou chefs d'orchestre, les problèmes et les défis auxquels nous sommes confrontés ne sont peut-être pas identiques, mais les questions fondamentales posées et les rapports de force existants se ressemblent. Il est essentiel que nous, artistes-interprètes, parlions d'une seule et même voix. Le Conseil d'administration de l'ADAMI est le reflet de différentes professions, travaillant dans différents secteurs, mais nous devons agir ensemble pour valoriser notre travail et le transformer en revenus issus de toutes les exploitations qui en sont faites.

Comment faire pour vivre de son métier dans ces temps complexes ? Quel doit être le rôle de l'ADAMI ? Comment pouvons-nous ensemble protéger nos droits et en asseoir de nouveaux, améliorer nos revenus, accroître la production pour générer de l'emploi ? Ce sont les questions auxquelles devront faire face nos administrateurs dans les mois et les années à venir.

Le SFA et le SNAM, qui agissent sur ces questions depuis des décennies, pensent que les artistes-interprètes eux-mêmes sont les mieux placés pour débattre de ces sujets et en tirer des conclusions pour des actions efficaces. Les administrateurs élus de l'ADAMI, artistes-interprètes en exercice, doivent pouvoir faire le lien entre le cadre juridique dans lequel évoluent nos droits et l'exercice professionnel. De cette confrontation peuvent naître les pistes permettant, pour tous les artistes, des progrès significatifs : artistiques, législatifs, réglementaires et économiques.

Les candidats soutenus par le SFA et le SNAM auront à cœur de travailler ensemble selon les orientations esquissées dans les lignes qui suivent. Nous pensons très fermement qu'ils ont les capacités pour le faire. Certains ont déjà exercé leur mandat les trois dernières années, et nous avons pu constater le sérieux avec lequel ils ont étudié, discuté, traité des dossiers souvent très complexes. Nous vous demandons de voter pour ces artistes-interprètes, dans notre intérêt à tous.

Internet

Ni la loi du 1^{er} août 2006, dite loi DADVSI, ni les récentes lois HADOPI, censées protéger les droits de propriété intellectuelle de tous les ayants-droit dont les œuvres et les prestations circulent sur Internet, y compris celles des artistes-interprètes, n'ont pour l'instant permis que cette circulation génère des revenus substantiels, ni pour les artistes, ni pour les producteurs. Le constat est général, que ce soit pour la musique ou l'audiovisuel.

La Mission Création et Internet instaurée fin septembre par le ministre de la Culture doit livrer ses préconisations dans les prochains jours, en vue d'une amélioration de l'attractivité des plateformes légales d'accès au contenu culturel et d'un meilleur partage des revenus issus de la circulation de ce contenu. L'ADAMI, le SNAM et le SFA font partie des organisations qui ont proposé des pistes réalistes et originales de solutions à la Mission.

Nous considérons que ce flux de revenus doit alimenter les filières de production musicale et audiovisuelle, afin d'assurer une création diverse et riche, et d'assurer de l'emploi, notamment pour les artistes-interprètes. Il doit aussi rémunérer ces derniers, en fonction de l'utilisation qui est faite de leurs prestations enregistrées. Les accords que le SFA a signés avec les producteurs de télévision pour la Vidéo à la Demande, comme l'accord en gestation avec l'INA pour de nouvelles utilisations des archives télévisuelles, qui comprend un partage des recettes publicitaires, sont des modèles possibles. Mais d'autres existent aussi, pour assurer la rémunération des contenus exploités en « streaming » ou en téléchargement définitif, par abonnement ou par acte... Dans le même sens, il faudrait que la France transpose enfin dans sa législation la réglementation européenne permettant de garantir aux artistes des droits sur la location de leurs prestations enregistrées. Il importe aussi de s'assurer que les « webcasters » soient soumis au même régime de rémunération équitable que les diffuseurs hertziens.

Néanmoins, tout le monde sait qu'une certaine quantité de téléchargement illicite perdurera sur Internet. Les fournisseurs d'accès et les opérateurs de télécommunications, qui gagnent des sommes importantes par le passage de ces données non autorisées sur leurs plateformes et à travers leurs « tuyaux », ont la responsabilité d'indemniser les ayants droit, dont les artistes-interprètes, pour le préjudice qui leur est ainsi causé. Nos organisations oeuvrent pour la mise en place d'une telle compensation.

La gestion du droit exclusif

L'artiste-interprète en France a un statut : celui de salarié, lié à son employeur par un contrat de travail. Si sa prestation doit être enregistrée et éventuellement diffusée, l'artiste doit autoriser individuellement, dans son contrat, l'utilisation de son travail enregistré. C'est son droit exclusif, droit moral et patrimonial. Les syndicats négocient des conventions collectives qui fixent les conditions contractuelles minimales (droit du travail et droit de propriété littéraire et artistique). Ce sont ces conventions qui ont les premières offertes aux artistes-interprètes des rémunérations pour l'utilisation de leur travail enregistré. La récente conclusion d'une convention collective étendue dans le domaine de l'édition phonographique après des années de vide juridique en est un nouvel exemple.

L'ADAMI peut être une ressource inestimable pour la négociation et ensuite l'exécution de tels accords. Le SFA et le SNAM ont toujours considéré l'ADAMI comme un des meilleurs outils pour percevoir et répartir les droits issus des accords collectifs. La société peut donc être investie de la mission de gérer un certain nombre de ceux-ci. Il faut imposer aux détenteurs de droits (producteurs, diffuseurs...) l'obligation de conclure des mandats de gestion avec l'ADAMI, ce qui peut garantir la transparence des comptes et protéger les artistes de démarches individuelles qui pourraient se retourner contre eux.

Suite à des travaux effectués ensemble par les syndicats et les services de l'ADAMI, des améliorations ont été apportées dans le fonctionnement de la gestion collective des droits exclusifs. Il conviendrait de poursuivre dans cette voie.

Les licences légales

La majeure partie des sommes perçues et redistribuées par l'ADAMI (plus de 90 %) proviennent des « licences légales » (droits versés en échange d'autorisations automatiques, conformément au Code de la propriété intellectuelle). Il s'agit notamment de la rémunération liée à l'utilisation de l'exception pour copie privée et la rémunération équitable acquittée par les radios, certaines chaînes de télévision et ceux qui diffusent de la musique dans les lieux publics.

Si la rémunération pour copie privée semble préservée pour le moment, elle n'en reste pas moins fragile. La Commission européenne n'a pas lâché l'idée d'une certaine harmonisation entre pays, qui ne saurait se faire que « par le bas ». Des travaux confidentiels dans le cadre de groupes de travail sont en cours depuis plusieurs mois. Nous craignons qu'ils mettent à mal cette ressource importante pour les artistes et justifiée par l'utilisation de leurs prestations sur des supports d'enregistrement d'une capacité sans cesse grandissante.

Les discussions restent aussi très serrées sur le plan national, face aux industriels et aux organisations de consommateurs, pour établir l'assiette et les taux de perception sur le matériel permettant la copie.

Les organisations des ayants droit doivent parler d'une seule voix pour défendre et étendre le concept de la copie privée, qui doit rester néanmoins une exception au droit exclusif, et pas la règle...

La rémunération équitable doit être confortée et nous nous réjouissons de la solution à l'amiable trouvée entre radiodiffuseurs, producteurs de phonogrammes et artistes-interprètes pour mettre fin à un conflit vieux de plusieurs années. Comme nous le mentionnons ci-dessus, il faut maintenant adapter ce système à l'Internet.

Si le rapprochement de l'ADAMI et de la SPEDIDAM n'a pas été un succès à ce jour, cela reste pour nous un objectif à terme, qui devrait permettre d'améliorer encore la répartition.

L'action artistique

Il est à mettre au crédit de la société que, malgré les incertitudes qui pèsent sur la perception de la copie privée et de la rémunération équitable, l'effort de soutien a été maintenu en donnant la priorité à l'emploi dans le respect des droits sociaux, ainsi qu'à la formation professionnelle.

Dans un monde où l'image virtuelle est de plus en plus répandue, les artistes-interprètes continuent à percevoir majoritairement leurs revenus salariaux du spectacle vivant, soutenu de façon conséquente par l'action artistique de l'ADAMI. Ceci rend encore plus pressante la nécessité de se battre pour la sauvegarde de la hauteur des redevances pour la copie privée, l'élargissement de leur assiette et la conquête de nouveaux droits.

L'ADAMI et les syndicats sont des partenaires devant œuvrer dans le même sens pour renforcer et valoriser les droits de propriété intellectuelle des artistes-interprètes. Il est important qu'ils maintiennent un dialogue constant, afin d'harmoniser leurs positions et coordonner leurs actions. Cela a été le cas dans la dernière période et nous nous en félicitons. Ce qui est vrai au niveau national l'est tout autant aux niveaux européen et international. La Commission européenne met la pression sur les sociétés de gestion dans le contexte du marché unique. La question de la durée des droits de propriété intellectuelle des artistes-interprètes est à l'ordre du jour de l'Union Européenne. Un traité garantissant les droits aux artistes de tous les pays dans le domaine audiovisuel est à l'ordre du jour à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. Il faut donc renforcer la coopération avec les autres sociétés de gestion des droits des artistes-interprètes, ainsi qu'avec la Fédération Internationale des Acteurs et la Fédération Internationale des Musiciens, qui regroupent nos syndicats. Ces tâches de dialogue incombent en partie aux administrateurs élus de l'ADAMI.

Nous pensons que les artistes-interprètes que nous soutenons ont l'intelligence, l'énergie et le dévouement indispensables pour mener à bien une mission difficile mais essentielle pour permettre à toutes les catégories d'artistes de profiter des évolutions technologiques et d'exercer leurs métiers dans les meilleures conditions.

Les candidats que nous soutenons partagent ces orientations pour le prochain mandat de trois ans du conseil d'administration de l'ADAMI.

Votez pour la liste des candidats soutenus par le SFA et le SNAM

Nous présentons les listes de candidats dans chaque collège suivant un ordre alphabétique commençant par la lettre U, conformément au tirage au sort effectué le 8 juin 2009, lors de l'assemblée générale de l'ADAMI.

• COLLEGE "ARTISTES DRAMATIQUES"

WANKA Irina	- Administratrice sortante
ALMERAS Catherine	- Administratrice sortante
ARIE Hélène	
BARNEY Jean	- Administrateur sortant
BRIONE Benoist	- Administrateur sortant
CHAUVIN Jacques	
CHEVALLIER Catherine	- Administratrice sortante
FEIT Sylvie	- Administratrice sortante
FONTANEL Geneviève	- Administratrice sortante
FRANTZ Jacques	- Administrateur sortant
LABAS LAFITE Christophe	
OGOUZ Philippe	- Administrateur sortant
SIMONNET Michèle	- Administratrice sortante
TRIBOUT Jean Paul	- Administrateur sortant

• COLLEGE "ARTISTES VARIETES"

FONFREDE Claude	- Administrateur sortant
HAUROGNE Jacques	- Administrateur sortant
JOFROI	
JOUBERT Michel	- Administrateur sortant
KACEL Karim	- Administrateur sortant
MILTEAU Jean Jacques	- Administrateur sortant
MONTERA Jean Marc	
PEZIN Slim	
RIVAT Mireille	- Administratrice sortante
SCOTT Rhoda	- Administratrice sortante

• COLLEGE "CHEFS D'ORCHESTRE ET SOLISTES DE LA DANSE, DU LYRIQUE ET DE LA MUSIQUE - COS"

WYSTRAETE Bernard	- Musicien soliste
BRIEGEL Nathanael	- Musicien soliste
DESTEMBERT Françoise	- Chanteuse soliste
HOLT Olivier	- Chef d'orchestre – Administrateur sortant
MARSCHUTZ Antony	- Musicien soliste
MURRAY Martial	- Musicien soliste
NIGOGHOSSIAN Sonia	- Chanteuse soliste – Administratrice sortante
PETRO Françoise	- Chanteuse soliste – Administratrice sortante
SOLVES Jean Pierre	- Musicien soliste
TIMMEL Xavier	- Danseur soliste – Administrateur sortant